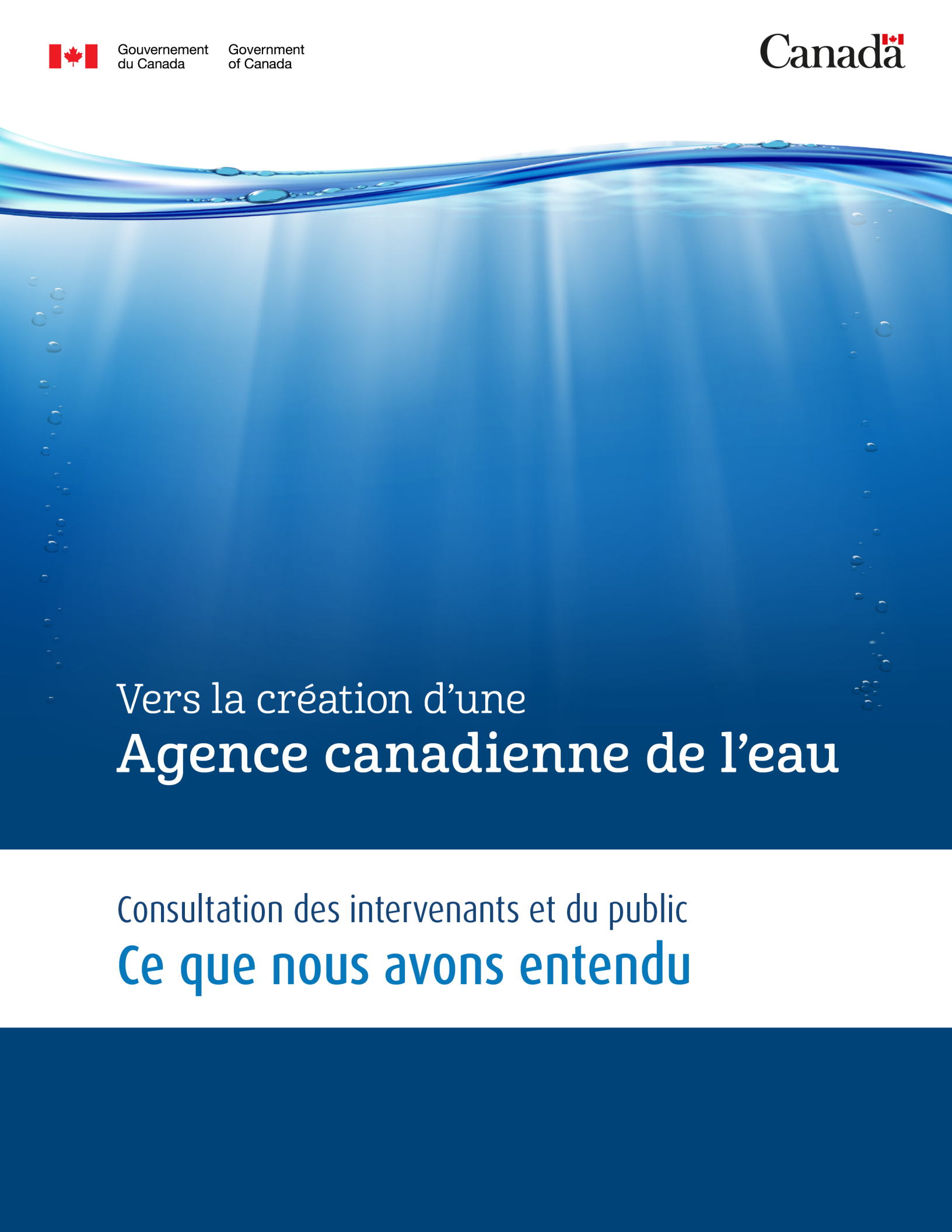




Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada



Vers la création d'une **Agence canadienne de l'eau**

Consultation des intervenants et du public
Ce que nous avons entendu



Cat. No.: En4-433/2021F-PDF
ISBN: 978-0-660-39007-9
EC21038

Dernière révision et mise à jour du rapport en 2017

À moins d'avis contraire, il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en totalité ou en partie, à des fins de diffusion commerciale sans avoir obtenu au préalable la permission écrite de l'administrateur du droit d'auteur d'Environnement et Changement climatique Canada. Si vous souhaitez obtenir du gouvernement du Canada les droits de reproduction du contenu à des fins commerciales, veuillez demander l'affranchissement du droit d'auteur de la Couronne en communiquant avec :

Environnement et Changement climatique Canada
Centre de renseignements à la population
12^e étage, édifice Fontaine
200, boulevard Sacré-Cœur
Gatineau (Québec) K1A 0H3
Téléphone : 819-938-3860
Ligne sans frais : 1-800-668-6767 (au Canada seulement)
Courriel : ec.enviroinfo.ec@canada.ca

Photo page couverture : © Getty Images

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, 2021

Also available in English

Table des matières

1.0	Message du ministre	4
2.0	Message du secrétaire parlementaire.....	5
3.0	Résumé	7
4.0	Contexte	10
5.0	Participants aux consultations	11
6.0	Ce qu'on nous a dit	14
7.0	Conclusion.....	32
Annexe I : Perspectives régionales		33
	Canada atlantique	34
	Québec	35
	Ontario	36
	Prairies.....	37
	Colombie-Britannique.....	38
	Territoires du Nord	39

1.0 Message du ministre



L'honorable Jonathan Wilkinson, C.P., député
Ministre de l'Environnement et du Changement
climatique

C'est avec plaisir que je présente cette synthèse des recommandations et des conseils que nous avons reçus des Canadiens à propos de la création d'une nouvelle Agence canadienne de l'eau.

Les ressources en eau douce du Canada constituent un élément important de notre patrimoine, de notre culture et de notre identité nationale. Les Canadiens savent qu'aucune ressource n'est plus importante pour notre économie, notre santé et notre bien-être que de l'eau douce saine, propre et sûre.

Le Canada possède un cinquième des ressources mondiales en eau douce. Mais notre eau douce est menacée par la pollution nuisible et les changements climatiques. Comme de nombreux Canadiens le savent très bien, plusieurs régions du pays sont particulièrement vulnérables aux inondations, aux sécheresses et à la mauvaise qualité de l'eau.

Le temps est venu de créer l'Agence canadienne de l'eau, afin de travailler avec nos provinces et nos territoires, nos collectivités autochtones, nos autorités locales, nos scientifiques et les Canadiens intéressés à la recherche des meilleurs moyens de gérer nos ressources hydriques et les garder propres.

Les points de vue et les recommandations que vous nous avez présentés durant les consultations publiques vont nous servir d'une base solide sur laquelle nous pouvons nous appuyer. Merci à tous ceux qui ont participé à ce processus et qui ont partagé leurs idées. Je suis impatient de continuer cette collaboration, pour garantir à tous les Canadiens des ressources en eau douce à la fois propres, salubres et sûres, aujourd'hui et à l'avenir.

2.0 Message du secrétaire parlementaire



Terry Duguid, député

Secrétaire parlementaire du ministre de
l'Environnement et du Changement climatique du
Canada

Je suis honoré d'avoir été invité par l'honorable Jonathan Wilkinson, ministre de l'Environnement et du Changement climatique, à superviser le processus mis en œuvre par le gouvernement du Canada en vue de la création d'une Agence canadienne de l'eau.

Les changements climatiques, combinés à d'autres problèmes persistants et courants, nuisent à notre capacité à gérer et à protéger cette précieuse ressource. L'Agence canadienne de l'eau présente une occasion unique de promouvoir nos approches collaboratives de la gestion et de la protection de l'eau douce au Canada.

En décembre, nous avons demandé à divers intervenants et aux membres du public de nous faire part de leur opinion à propos des défis liés à l'eau douce à l'échelle du Canada, et leur avons présenté un document de discussion intitulé « Vers la création d'une Agence canadienne de l'eau ». C'était encourageant de voir à la fois le niveau de participation à nos divers forums virtuels et le nombre de personnes qui ont pris le temps de formuler des conseils et des recommandations grâce à notre sondage en ligne ou dans des présentations écrites.

Je me joins au ministre pour remercier tous les participants. L'intérêt que vous avez clairement manifesté et vos précieuses observations nous inspirent dans la poursuite des travaux visant à créer l'Agence canadienne de l'eau.

L'engagement en un coup d'œil



2 700
Canadiens
mobilisés



75
jours à entretenir
des relations avec
les canadiens

900
participants au
forum national



6
forums
régionaux

1 400
participants au
forum régional



54
panélistes
au forum



45 000
visites au site web



1 750
abonnés au site web



115
présentations par courriel

33
questions
d'enquête



306
questionnaires
d'enquête remplis

3.0 Résumé

Le premier ministre a demandé au ministre de l'Environnement et du Changement climatique, avec l'aide de la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministre des Ressources naturelles et du représentant spécial pour les Prairies, de créer la nouvelle Agence canadienne de l'eau (ACE), qui travaillera avec les provinces, les territoires, les collectivités autochtones, les autorités locales, les scientifiques et d'autres parties prenantes pour trouver les meilleurs moyens de garantir que notre eau demeure propre et saine, et qu'elle est bien gérée.

Le premier ministre a également demandé au ministre de l'Environnement et du Changement climatique de « [r]enforcer les mesures de protection et [d']entreprendre des démarches pour nettoyer les Grands Lacs, le lac Winnipeg, le lac Simcoe et d'autres grands lacs ».

Ces deux engagements seront mis en œuvre de façon intégrée. À l'appui de cet effort, Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) a rendu public en décembre 2020 un document de discussion intitulé « Vers la création d'une Agence canadienne de l'eau¹ ».

Dans ce document, on reconnaît que la gestion de l'eau douce relève d'une responsabilité partagée entre les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et autochtones du Canada. Avec la création de l'ACE, le gouvernement du Canada s'engage à garantir que chaque domaine de compétence sera respecté et qu'on évitera tout chevauchement ou double emploi.

ECCC a invité les Canadiens à faire part de leurs idées et de leurs observations en participant à des forums nationaux et régionaux, ainsi qu'à un sondage en ligne, ou en soumettant des présentations écrites.

Nous avons reçu des commentaires de particuliers, de représentants d'administrations municipales, d'organisations non gouvernementales (ONG), de représentants de l'industrie, d'universitaires et d'Autochtones.

La quasi-totalité des participants s'est dite favorable à la création de l'ACE.

1 Environnement et Changement climatique Canada (2020). *Vers la création d'une Agence canadienne de l'eau; Document de discussion*, gouvernement du Canada. https://www.placespeak.com/uploads/6321/Agence_canadienne_de_l%27eau_Document_de_discussion.pdf



Le document de discussion proposait dix (10) objectifs au gouvernement fédéral. Nous avons constaté que les participants appuyaient largement les dix.

Dans l'ordre du plus au moins soutenu, les 10 objectifs sont les suivants :

- Les politiques fédérales favorisent une gestion et une protection efficaces des ressources d'eau douce et des écosystèmes du Canada pour les défis du XXI^e siècle et au-delà, y compris l'adaptation aux changements climatiques.
- Des données et des renseignements sont disponibles pour appuyer la prise de décisions éclairées sur l'eau douce à tous les niveaux.
- Les Canadiens participent activement à la gestion et à la protection de l'eau douce.
- Les peuples autochtones jouent un rôle accru dans la gestion de l'eau douce du Canada.
- Le Canada possède et applique des connaissances scientifiques de pointe pour relever les défis du prochain siècle en matière d'eau douce, y compris en ce qui a trait aux changements climatiques.
- Le Canada est un chef de file de la gestion durable de l'eau à usage agricole.
- Des accords de collaboration sont en place et appuient une gestion efficace des eaux douces transfrontalières entre le Canada et les États-Unis.
- Le Canada est un chef de file mondial de la technologie, de l'innovation et de l'infrastructure en matière d'eau douce.
- Le Canada dispose d'un système d'avant-garde pour la prédiction des inondations et des sécheresses qui permet d'orienter l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des risques de catastrophes.
- Les secteurs économiques du Canada ont l'eau douce nécessaire pour croître de façon durable et les outils dont ils ont besoin pour améliorer la gestion et l'utilisation de l'eau douce.



Du haut vers le bas :
Rocher escarpé sur les rives du lac Manitoba (Manitoba),
rivière Miramichi, Doaktown (Nouveau-Brunswick)

Un grand nombre et une grande diversité d'idées et d'opinions ont été exprimées, mais certaines étaient partagées par une majorité des participants. Voici les principaux thèmes à propos desquels ils étaient d'accord :

Réconciliation – Les Canadiens accordent de l'importance à la réconciliation avec les peuples autochtones. Ils ont souligné le rôle important que pourrait jouer l'ACE quant à la collaboration avec les Premières Nations, les Métis et les Inuits pour inclure les connaissances générales et scientifiques des Autochtones à la prise de décisions, pour leur participation à la gestion de l'eau douce et pour relever les défis auxquels sont confrontées les collectivités autochtones au Canada.

Considérations régionales – Tout en reconnaissant l'importance d'approches nationales uniformes de la protection et de la gestion de l'eau dans tout le Canada, les Canadiens ont insisté sur le fait que l'ACE pourrait faciliter la prise de mesures en réponse aux priorités régionales en matière d'eau douce, notamment grâce à la collecte de données scientifiques de qualité, à la surveillance et à la mobilisation à l'échelle régionale.

Changements climatiques – À l'échelle du Canada, on observe une préoccupation prioritaire évidente : les répercussions des changements climatiques sur les inondations, les sécheresses, l'approvisionnement en eau, le vieillissement des infrastructures connexes et ses conséquences pour les secteurs économiques du Canada. Les Canadiens prévoient divers rôles potentiels pour l'ACE : améliorer les outils prévisionnels; offrir des moyens de surveillance de l'eau douce, ainsi que des données à l'échelle appropriée; élaborer des méthodes de gestion adaptative et des outils d'aide à la décision.

Gestion des bassins hydrographiques – Les participants ont également mentionné souvent l'importance de méthodes de gestion de l'eau douce à la fois holistiques, intégrées et adaptées au milieu, et indiqué que l'ACE pourrait promouvoir de telles méthodes de gestion au Canada.

Coordination – Les Canadiens veulent de toute évidence que leur gouvernement fédéral adopte une approche coordonnée et collaborative de la gestion de l'eau douce. Selon eux, une des possibilités les plus intéressantes offertes à l'ACE serait l'adoption d'une approche pangouvernementale à l'échelle fédérale et l'amélioration de la coordination et de la collaboration avec les provinces et territoires, afin de mieux harmoniser les politiques et les mesures prises pour relever les défis liés à l'eau douce.

Science de l'eau douce – Les Canadiens pensent qu'il est essentiel de recueillir des données scientifiques de meilleure qualité à propos de l'eau douce pour relever les défis qui se présenteront, préserver la salubrité et la propreté de notre eau et continuer à bien la gérer. Selon eux, l'ACE faciliterait la coordination des activités scientifiques entre les divers ministères, le milieu universitaire et les organisations non gouvernementales, et harmoniserait davantage les données scientifiques relatives à l'eau douce avec les défis actuels et futurs.

Accès aux données sur l'eau douce – Les Canadiens sont convaincus que l'accès à des données et à des renseignements de qualité supérieure est essentiel si l'on veut pouvoir prendre des décisions efficaces à tous les niveaux, et qu'un meilleur échange de ces données et renseignements constituera une des principales occasions offertes à l'ACE.

Mobilisation des Canadiens – Nous avons très bien compris la valeur que les Canadiens attribuent à l'eau douce, et le fait qu'ils veulent participer activement à sa gestion et à sa protection. Ils nous ont donné de nombreux exemples de la façon dont ils s'investissent déjà. On nous a dit qu'il est important que l'ACE s'appuie sur la mobilisation des Canadiens et poursuive cette mobilisation.

La participation d'un si grand nombre de Canadiens au processus de consultation et le fort volume d'observations et de conseils qui ont été formulés sont grandement appréciés, et nous tiendrons compte de l'ensemble de cette rétroaction pour poursuivre le processus de création de l'ACE.



Moraine de glacier, passe d'Akshayuk
(Nunavut)

4.0 Contexte

Le premier ministre a demandé au ministre de l'Environnement et du Changement climatique, avec l'aide de la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, du ministre des Ressources naturelles et du représentant spécial pour les Prairies, de créer la nouvelle Agence canadienne de l'eau (ACE), qui travaillera avec les provinces, les territoires, les collectivités autochtones, les autorités locales, des scientifiques et d'autres parties prenantes pour trouver les meilleurs moyens de garantir que notre eau demeure propre et saine, et qu'elle est bien gérée.

Le premier ministre a également demandé au ministre de l'Environnement et du Changement climatique de « [r]enforcer les mesures de protection et [d']entreprendre des démarches pour nettoyer les Grands Lacs, le lac Winnipeg, le lac Simcoe et d'autres grands lacs ».

Ces deux tâches seront entreprises de façon intégrée. Un document de discussion intitulé « Vers la création d'une Agence canadienne de l'eau », publié le 17 décembre 2020 par Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), décrivait une série d'enjeux et de possibilités liés à la gestion de l'eau douce.

La période de commentaires du public s'est poursuivie jusqu'au 1^{er} mars 2021.

Les commentaires ont été formulés dans le cadre du Forum national virtuel sur la politique de l'eau douce d'ECCC, de six forums régionaux sur l'eau douce, d'un sondage en ligne organisé sur le site Web PlaceSpeak d'ECCC et par l'envoi direct de courrier à ECCC.

Le présent rapport, qui fait état de « ce qu'on nous a dit », résume les principaux messages que nous avons reçus grâce à ce processus.

Questions liées à l'eau douce

Sujets de discussion figurant dans le document de discussion « Vers la création d'une Agence canadienne de l'eau » :

- Objectifs relatifs à l'eau douce
- Politique sur l'eau douce, coordination et mobilisation multilatérale
- Prédications sur l'eau douce pour éclairer l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des risques de catastrophes
- Peuples autochtones et gestion de l'eau douce
- Agriculture et eau douce
- Secteurs économiques et eau douce
- Science de l'eau douce
- Données sur l'eau douce
- Gestion transfrontalière des eaux douces
- Technologie, innovation et infrastructure en matière d'eau douce
- Faire participer les Canadiens à la gestion et à la protection de l'eau douce

On a utilisé un processus distinct pour solliciter la rétroaction des provinces et des territoires, ainsi que pour communiquer avec les collectivités métisses, inuites et des Premières Nations sur la création d'une Agence canadienne de l'eau – ce processus a débuté en 2020 et est en cours. Les commentaires reçus dans le cadre de ces processus ne figurent pas dans le présent rapport.

Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez le site à l'adresse : www.placespeak.com/AgenceCanadienneEau

5.0 Participants aux consultations

Sondage PlaceSpeak

Dans le cadre d'un sondage mené en ligne sur le site PlaceSpeak d'ECCC, on a posé aux Canadiens 31 questions ouvertes, auxquelles ont répondu 306 participants de toutes les régions du pays — particuliers, ONG, représentants de l'industrie et des gouvernements, universitaires et Autochtones.

CHIFFRES SUR LA PARTICIPATION

**NOMBRE TOTAL
DE PARTICIPANTS
CANADIENS**

2 700

**RÉPONDANTS AU
SONDAGE**

306

**PRÉSENTATIONS ÉCRITES
ENVOYÉES PAR COURRIER**

115

**PARTICIPANTS AU FORUM
NATIONAL**

900

**PARTICIPANTS AUX
FORUMS RÉGIONAUX**

1 400

Figure 1. Province ou territoire de résidence

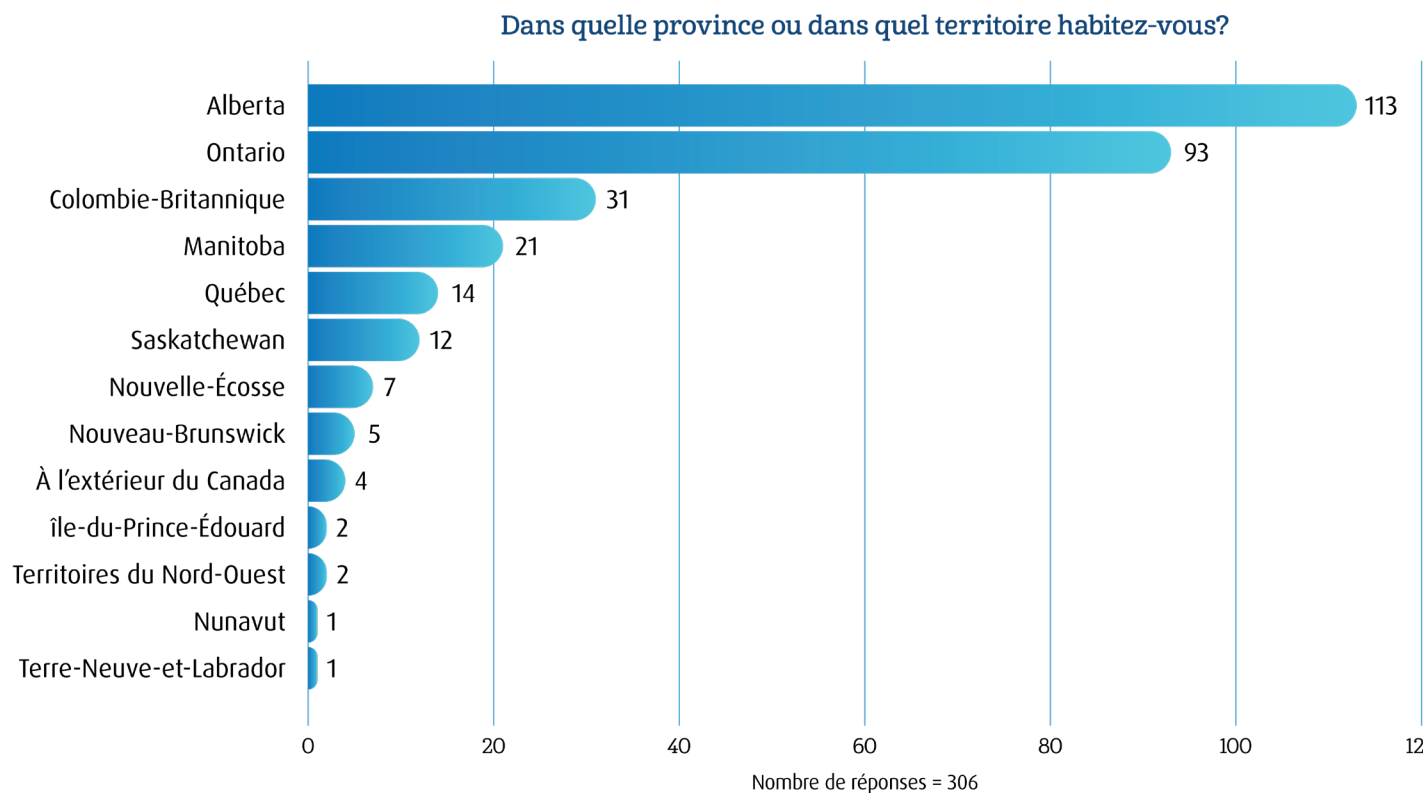
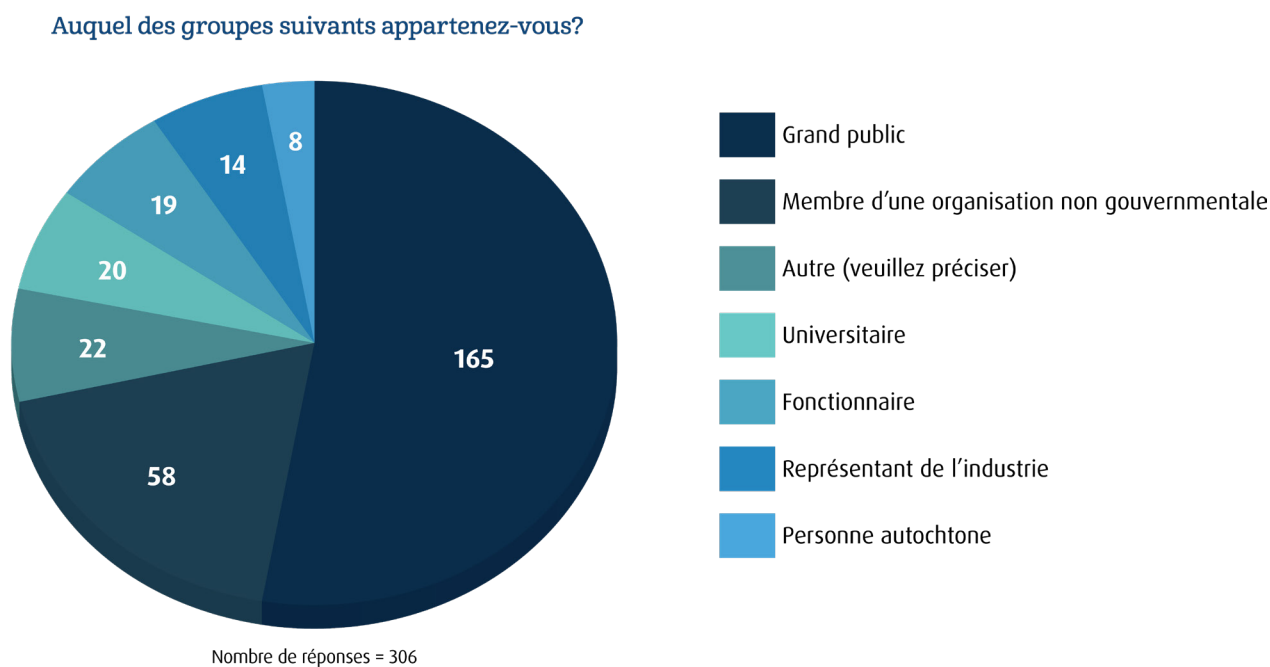


Figure 2. Groupe démographique



Forum national sur la politique de l'eau douce

Un forum national virtuel sur la politique de l'eau douce a eu lieu les 27 et 28 janvier 2021; il comprenait huit groupes de discussion, chacun consacré à un des sujets relatifs à l'eau douce évoqués dans le document de travail. Plus de 30 experts issus de divers domaines et de diverses régions, et ayant divers points de vue, ont commenté les enjeux et les possibilités liés à la création de l'ACE. Environ 900 Canadiens de tout le pays ont participé à ce forum.

Forums régionaux sur l'eau douce

Par ailleurs, en février 2021, six forums régionaux virtuels ont réuni plus de 1 400 participants au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, dans les Prairies, en Colombie-Britannique et dans le Nord canadien. Ils ont pu entendre des experts des questions touchant l'eau douce à l'échelle régionale, et participer à des discussions en petits groupes.

PARTICIPATION AUX FORUMS RÉGIONAUX

FORUM DU CANADA ATLANTIQUE

136

FORUM DU QUÉBEC

136

FORUM DE L'ONTARIO

428

FORUM DU NORD CANADIEN

120

FORUM DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

235

FORUM DES PRAIRIES

373

Correspondance directe

Certains Canadiens ont transmis directement leurs commentaires par courrier à ECCC. Le Ministère a reçu ceux de 19 particuliers, mais aussi de 4 collectivités et organisations autochtones et de 92 parties prenantes de tout le Canada, représentant des secteurs et des associations industriels, des entreprises, le milieu universitaire, des ONG et des administrations locales. Plus de 40 % de ces présentations provenaient de divers secteurs : agriculture, mines, pétrole, énergie, services publics, foresterie et secteur manufacturier. Environ un tiers des présentations provenaient d'organisations nationales.

PRÉSENTATIONS D'ORGANISATIONS TRANSMISES PAR COURRIEL

PAR SECTEUR

INDUSTRIE

39

ONG

31

ADMINISTRATIONS MUNICIPALES OU LOCALES

14

UNIVERSITAIRES

8

PAR RÉGION

NATIONAL

37

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

8

QUÉBEC

4

ONTARIO

24

PROVINCES DES PRAIRIES

12

COLOMBIE-BRITANNIQUE

6

TERRITOIRES DU NORD

1

TOTAL DES PRÉSENTATIONS PAR COURRIEL

92

6.0 Ce qu'on nous a dit

Préoccupations communes

Dans tout le pays, les Canadiens ont vraiment à cœur de protéger l'eau douce, et se soucient de la résilience des systèmes d'approvisionnement en eau douce du pays et de l'utilisation durable des ressources en eau douce. Ils s'inquiètent également de menaces croissantes que représentent les inondations et les sécheresses, de leurs effets sur les collectivités et du besoin d'outils prévisionnels de meilleure qualité et d'infrastructures plus résilientes. Un grand nombre de participants nous ont dit accorder la priorité absolue à la qualité de l'eau. Même si les problèmes précis de qualité de l'eau varient d'une région à l'autre, de nombreux Canadiens veulent que la protection de la qualité de l'eau soit une priorité pour la future ACE. Au-delà des problèmes liés aux eaux de surface, on nous a dit qu'il est important de comprendre les enjeux liés aux eaux souterraines et de protéger celles-ci. Enfin, cette préoccupation englobe tous les enjeux : les Canadiens s'inquiètent de la fréquence accrue et de l'ampleur des problèmes d'eau douce imputables aux changements climatiques.

Points de vue communs

Presque tous les membres du public qui ont été consultés appuient l'effort du gouvernement du Canada visant à travailler dans un esprit de collaboration pour mieux protéger et mieux gérer les ressources en eau douce du pays. Un petit nombre de participants ont dit ne pas considérer la création d'une ACE comme un atout, faisant état de préoccupations, notamment un chevauchement possible des compétences et un fardeau réglementaire accru.

Propos des participants :

« La création d'une Agence canadienne de l'eau collaborant avec les provinces, les territoires, les collectivités autochtones, les autorités locales, des scientifiques et d'autres parties prenantes afin de trouver les meilleurs moyens de garantir que notre eau demeure propre et saine, et qu'elle est bien gérée, sera essentielle si nous voulons relever les défis actuels et futurs liés à l'eau douce. »



Lac Micmac et lac Banook, Dartmouth
(Nouvelle-Écosse)

Malgré la diversité de participants, une majorité d'entre eux partageaient des points de vue dans les domaines suivants :

Réconciliation – De nombreux Canadiens accordent de l'importance à la réconciliation avec les peuples autochtones. Ils ont souligné le rôle important que pourrait jouer l'ACE quant à la collaboration avec les Premières Nations, les Métis et les Inuits pour inclure les connaissances générales et scientifiques des Autochtones à la prise de décisions, pour leur participation à la gestion de l'eau douce et pour relever les défis auxquels sont confrontées les collectivités autochtones au Canada.

Considérations régionales – Tout en reconnaissant l'importance d'approches nationales uniformes de la protection et de la gestion de l'eau dans tout le Canada, un grand nombre de participants ont insisté sur le fait que l'ACE pourrait faciliter la prise de mesures en réponse aux priorités régionales en matière d'eau douce, notamment grâce à la collecte de données scientifiques de qualité, à la surveillance et à la mobilisation à l'échelle régionale.

Changements climatiques – Les changements climatiques et leur impact sur l'eau douce sont de toute évidence considérés comme une priorité. Les participants de tout le Canada se sont souvent dits préoccupés par l'impact du climat sur les inondations, les sécheresses, l'approvisionnement en eau, le vieillissement des infrastructures connexes, la qualité de l'eau et les conséquences pour les secteurs économiques du Canada. Les participants prévoient divers rôles potentiels pour l'ACE : améliorer les outils prévisionnels; offrir des moyens de surveillance de l'eau douce, ainsi que des données à l'échelle appropriée; élaborer des méthodes de gestion adaptative et des outils d'aide à la décision.

Gestion des bassins hydrographiques – Les participants de tout le pays ont également mentionné souvent l'importance de méthodes de gestion de l'eau douce à la fois holistiques, intégrées et adaptées au milieu, et ont été nombreux à indiquer que l'ACE pourrait promouvoir de telles méthodes de gestion au Canada.

Propos des participants :

« Les changements climatiques créent de nouvelles menaces pour notre eau douce et exacerbent les menaces existantes. »

« L'Agence canadienne de l'eau pourrait notamment promouvoir la réconciliation en ce qui concerne les questions liées à la gestion de l'eau qui relèvent de la compétence fédérale. »

« Il est clair que la planification et les politiques visant les bassins hydrographiques constituent le moyen le plus efficace de relever les défis liés à l'eau douce... »

« En jouant un rôle prépondérant à l'échelle fédérale, l'ACE devra reconnaître et respecter le fait que les problèmes liés à l'eau devraient être déterminés et réglés à l'échelle régionale. »



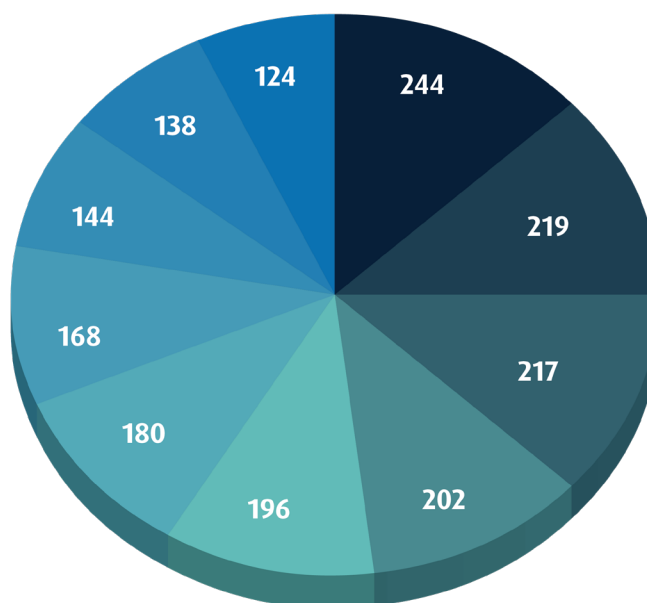
Parc provincial Joffre Lakes
(Colombie Britannique)

Rétroaction à propos des objectifs relatifs à l'eau douce

Le document de discussion d'ECCC proposait plusieurs objectifs potentiels que le gouvernement fédéral pourrait viser en vue d'améliorer la gestion de l'eau douce au Canada. On a demandé aux Canadiens s'il s'agissait d'objectifs adéquats, et lesquels devraient être prioritaires.

Figure 3 : Objectifs relatifs à l'eau douce

Quels objectifs sont prioritaires pour vous?



Nombre de réponses PlaceSpeak = 306



Nous avons constaté que les Canadiens appuyaient largement tous les objectifs relatifs à l'eau douce présentés dans le document de discussion, et ils ont défini les cinq objectifs suivants comme des priorités :

- Les politiques fédérales favorisent une gestion et une protection efficaces des ressources d'eau douce et des écosystèmes du Canada pour les défis du XXI^e siècle et au-delà, y compris l'adaptation aux changements climatiques.
- Des données et des renseignements sont disponibles pour appuyer la prise de décisions éclairées sur l'eau douce à tous les niveaux.
- Les Canadiens participent activement à la gestion et à la protection de l'eau douce.
- Les peuples autochtones jouent un rôle accru dans la gestion de l'eau douce du Canada.
- Le Canada possède et applique des connaissances scientifiques de pointe pour relever les défis du prochain siècle en matière d'eau douce, y compris en ce qui a trait aux changements climatiques.

Certains Canadiens ont suggéré d'autres objectifs au gouvernement fédéral :

- Adopter une approche nationale uniforme de la gestion de l'eau douce au Canada, mise en œuvre à l'échelle des bassins hydrographiques.
- Adopter des politiques, des méthodes d'application de la loi et des règlements cohérents et efficaces dans tout le Canada afin de prévenir la pollution des eaux douces.
- Garantir l'accès à une eau potable salubre à toutes les collectivités autochtones du Canada
- Mieux comprendre les ressources en eaux souterraines du Canada et en faire une gestion durable.
- Protéger et restaurer les écosystèmes d'eau douce et préserver leurs fonctions et leurs services écologiques.
- Veiller à ce que les écosystèmes et la biodiversité aquatiques du Canada disposent de l'eau douce nécessaire à leur santé et à leur résilience face aux changements climatiques.

Propos des participants :

« Nous croyons que les dix objectifs relatifs à l'eau douce énoncés dans le document de discussion constituent un bon point de départ et devraient être au cœur du mandat de la nouvelle Agence canadienne de l'eau. »

« Les objectifs énoncés dans le document de discussion sont appropriés et reflètent fidèlement la portée des activités que devrait mener l'Agence canadienne de l'eau (ACE). »



Lac d'eau douce, à Whistler
(Colombie Britannique)

Rétroaction à propos des questions de discussion

Le document de discussion d'ECCC présentait dix questions de discussion, ainsi que les possibilités qui sont associées à chacune. Les Canadiens ont donné leur point de vue à propos de ces possibilités et en ont suggéré d'autres qui seraient adaptées au rôle du gouvernement canadien dans la gestion de l'eau douce.

Politique sur l'eau douce, coordination et mobilisation multilatérale

Les Canadiens veulent que leurs gouvernements adoptent une approche plus coordonnée et plus collaborative de la gestion de l'eau douce, afin d'éliminer l'apparent « cloisonnement » et de créer des approches plus uniformes et plus efficaces de la gestion de l'eau douce dans tout le Canada.

Contexte

Au Canada, la responsabilité de la gestion de l'eau douce est partagée entre les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et autochtones. À l'échelle fédérale, la Politique fédérale relative aux eaux, créée en 1987, offre un cadre permettant de coordonner les mesures fédérales relatives à l'eau douce. D'autres politiques fédérales – portant aussi bien sur l'énergie que sur l'agriculture ou la foresterie – ont également une incidence sur l'eau douce. En conséquence, de nombreux ministères fédéraux assument directement ou indirectement des responsabilités relativement à l'eau douce. Les gouvernements provinciaux et territoriaux jouent également un rôle important dans la gestion de l'eau douce. Un certain nombre d'accords de collaboration fédérale-provinciale portant sur les grands plans d'eau, dont les Grands Lacs, le fleuve Saint-Laurent et le lac Winnipeg, sont en place pour améliorer la gestion de l'eau douce au Canada.



Propos des participants :

« La structure de l'Agence et ses objectifs de gouvernance doivent garantir qu'elle privilégiera la coordination au sein du gouvernement fédéral et entre les provinces, les territoires et les Nations autochtones, tout en respectant leurs compétences et leur autorité respectives. »

« L'ACE devrait assurer la coordination centrale des priorités en matière d'eau douce pour les divers ministères fédéraux, et assurer la coordination avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et autochtones à propos des principales initiatives destinées à garantir la protection et la durabilité des ressources en eau douce du Canada... Ce rôle de coordination pourrait également s'étendre à la gestion transfrontalière de l'eau douce avec les États-Unis. »

« Un des rôles critiques que devra jouer le gouvernement fédéral consistera à appuyer les programmes existants... et à assurer une coordination de haut niveau pour faciliter l'échange d'information et appuyer les initiatives de collaboration dans tout le pays. »

« Si l'ACE supervise la stratégie nationale de gestion de l'eau douce et en établit les priorités, cela créera d'énormes possibilités d'amélioration de cette gestion. »

Ce qu'on nous a dit

Les Canadiens nous ont dit que la division des pouvoirs relatifs à la gestion de l'eau douce au Canada est complexe et source de confusion. Certains ont souligné l'importance de comprendre et de respecter les autorités juridictionnelles; d'autres ont exprimé leur frustration quant au partage des compétences en matière de gestion des eaux douces. On nous a dit que la participation du gouvernement fédéral dans des domaines de compétence provinciale créerait de la confusion, des chevauchements et des doubles emplois sur le plan réglementaire.

Bon nombre de participants ont mis en lumière l'interdépendance des diverses sources d'eau et critiqué le « cloisonnement » créé par le partage des compétences en matière de gestion de l'eau. Certains se disent préoccupés par les lacunes dans les domaines suivants : communication, coordination, transfert des connaissances et échange d'information, recherche concertée et exploitation des capacités et des ressources existantes entre les provinces/territoires et les autres organisations. Les gens se sont dits très favorables à une approche pangouvernementale de la gestion de l'eau douce et à une collaboration accrue entre les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et autochtones.

Divers participants ont préconisé une approche nationale plus uniforme; d'autres ont proposé un cadre national pour l'eau douce assorti de cibles et d'objectifs destinés à guider les initiatives à l'échelle des régions et des bassins hydrographiques, et la gestion des bassins transfrontaliers. D'autres pensent que les diverses instances pourraient élaborer des lignes directrices communes sur la qualité de l'eau et la quantité d'eau, qui leur serviraient d'outil à l'appui de la gestion des bassins hydrographiques transfrontaliers. Plusieurs participants ont également suggéré que le gouvernement fédéral s'investisse davantage dans la coordination transfrontalière de la recherche scientifique et de la collecte de données, toujours à l'appui de la gestion des bassins hydrographiques transfrontaliers.

Les participants ont exprimé différents points de vue à propos de l'appui aux activités internationales relatives à l'eau douce, au-delà des efforts déployés par le Canada et les États-Unis. Certains pensent que le Canada devrait se concentrer sur les enjeux nationaux relatifs à l'eau douce, tandis que d'autres pensent que le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle multilatéral à plus grande échelle et démontrer son leadership en matière de gestion de l'eau sur la scène internationale.

Pour la plupart des participants, il faut faire plus de mobilisation à l'échelle locale à propos des questions relatives à l'eau douce. Certains pensent qu'en appuyant davantage les initiatives communautaires de surveillance de l'eau et les réseaux d'intendance, on réglerait plus facilement les problèmes liés à l'eau douce à l'échelle locale et régionale.



De gauche à droite : lac Fish (Yukon)
lac Waskesiu (Saskatchewan)
lac Louise, Banff (Alberta)

Prédictions sur l'eau douce pour éclairer l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des risques de catastrophes

Les Canadiens s'inquiètent à propos des impacts des changements climatiques sur la qualité de l'eau douce, les écosystèmes, l'accessibilité de l'eau et les sécheresses et inondations, et croient qu'on a besoin de meilleurs outils prévisionnels et de modélisation pour éclairer les décisions liées à l'adaptation au climat et aux risques de catastrophes.

Contexte

Les changements climatiques amplifient les problèmes de gestion de l'eau douce à l'échelle du Canada. En raison de notre vaste territoire et des variations entre les régions, il est impossible d'adopter une approche universelle de l'adaptation. Les décideurs ont besoin de modèles et d'outils fiables pour pouvoir prédire par exemple, à l'échelle régionale ou locale, les inondations, les sécheresses, le taux d'humidité des sols, les réserves d'eau douce (eaux de surface et souterraines) et la demande d'eau douce.

Ce qu'on nous a dit

En plus d'une amélioration des prévisions et de la modélisation à l'échelle des régions et des bassins hydrographiques (en particulier dans le Nord), les participants ont insisté sur la nécessité de renforcer la surveillance et de recueillir plus de données et de renseignements à l'appui de cette modélisation, notamment à propos de l'humidité des sols et du manteau neigeux.

Par ailleurs les participants ont recommandé qu'on élabore des outils et des méthodes permettant de communiquer les résultats de la modélisation (y compris des produits rédigés en langage courant) afin d'appuyer la prise de décisions par différents publics et à diverses fins.

Autres suggestions : offrir éducation et formation pour faire mieux comprendre les services et produits de prévision et de modélisation, et renforcer la capacité à les utiliser; aider les décideurs locaux et le public à mieux comprendre l'incidence que pourrait avoir le climat sur les collectivités à l'avenir.

Propos des participants :

« L'Agence canadienne de l'eau peut jouer un rôle clé en recueillant et en regroupant les connaissances nécessaires pour prédire les problèmes/les possibilités lié(e)s à l'eau et les régler/les exploiter; pour ce faire, elle devra : établir des scénarios et des prévisions à propos de l'eau, qui contribueront à la résilience face au climat et à la planification de l'adaptation (ce qui pourrait inclure la prévision des inondations et des sécheresses); classer les problèmes de qualité de l'eau par ordre de priorité; prévoir et atténuer le risque de prolifération d'algues nuisibles; connaître les futures ressources hydriques et l'usage qui en sera fait. »

« L'ACE peut jouer un rôle plus important en renforçant la résilience de nos ressources en eau douce face aux impacts des changements climatiques; pour ce faire, elle devra : mettre à jour les cartes illustrant les risques d'inondation, ce qui inclura des scénarios climatiques; améliorer la qualité de l'information et des connaissances relatives aux vulnérabilités, aux risques et aux possibilités... »

« Les produits, services et applications permettant de prédire la quantité d'eau disponible doivent être accessibles à plusieurs échelles, et doivent utiliser des sources de données raisonnablement à jour et exactes. Ils doivent faciliter la mise à l'essai et l'évaluation d'un grand nombre de scénarios possibles, ainsi que la mise à jour régulière de ces prédictions. »



Inondation de la rue Jacques-Cartier le long de la rivière des Outaouais, à Gatineau (Québec)

Peuples autochtones et gestion de l'eau douce

Les Canadiens ont été très clairs : il faut que les Autochtones participent davantage et de façon plus constructive à la gestion de l'eau douce. Ils se sont dits favorables à la promotion de la réconciliation par le biais de la gestion de l'eau douce, et considèrent comme une priorité le règlement des problèmes d'eau douce qui touchent les collectivités autochtones.

Contexte

Le gouvernement du Canada s'est engagé envers la réconciliation avec les peuples autochtones, grâce à un renouveau des relations de nation à nation, de gouvernement à gouvernement et entre les Inuits et la Couronne, sur la base d'une reconnaissance des droits, du respect, de la coopération et d'un partenariat en vue d'apporter des changements en profondeur. Dans le cadre de cet engagement en matière de réconciliation, le gouvernement met en œuvre les principes de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, ainsi que d'autres initiatives et mesures axées sur la collaboration. Afin de s'engager de manière significative sur les questions importantes liées à l'eau douce et de collaborer étroitement à la création de l'ACE, le gouvernement du Canada s'engage actuellement auprès des Premières Nations, des Métis et des Inuits dans le cadre d'un processus distinct.

Le gouvernement du Canada s'est également engagé à assurer aux Premières nations l'accès à une eau potable salubre et propre. Le travail avec les communautés des Premières nations pour améliorer l'infrastructure de l'eau dans les réserves, mettre fin aux avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme dans les systèmes publics des réserves et empêcher le changement des avis à court terme se transforment en avis à long terme est en cours et se déroule dans le cadre d'un processus distinct dirigé par Services aux Autochtones Canada.

Ce qu'on nous a dit

Bon nombre des participants se sont dits favorables à la promotion de la réconciliation et ont souligné l'importance de communications plus fréquentes, plus constructives et plus directes avec les Autochtones, notamment la collaboration de gouvernement à gouvernement, de nation à nation et entre les Inuits et la Couronne pour la gestion de l'eau douce et la prise de décisions.

De nombreux participants se sont dits préoccupés par les problèmes d'eau que vivent les collectivités autochtones dans plusieurs régions, et souhaitent que le gouvernement du Canada continue d'accorder la priorité à la salubrité de l'eau potable pour ces collectivités, notamment en facilitant l'accès aux infrastructures, à l'éducation, aux ressources et au soutien.

Les participants ont souligné l'importance des relations et des partenariats avec les Autochtones; ils ont été nombreux à dire qu'il faut mieux comprendre les connaissances des Autochtones et tenir compte des connaissances autochtones parallèlement aux données scientifiques du monde occidental. Certains participants ont suggéré qu'on adopte la philosophie holistique des « sept générations » et qu'on l'applique à la gestion de l'eau douce au Canada.

Divers participants ont mentionné le rôle important des femmes autochtones comme protectrices de l'eau, et la place importante qu'elles devraient occuper au sein des équipes de gestion de l'eau douce.

Propos des participants :

« Les groupes autochtones devraient participer à l'ensemble des discussions et des activités de planification. En élaborant le mandat d'une agence de l'eau, il faudrait tenir compte des différentes préoccupations que suscite l'eau douce et des relations qu'entretiennent les Autochtones avec l'eau. »

« Les détenteurs du savoir autochtone doivent participer pleinement et activement à l'acquisition de connaissances, de concert avec les scientifiques et les décideurs. »

« Il faut que les femmes autochtones (à titre de protectrices et de gestionnaires de l'eau) aient voix au chapitre. »

« Il faut accorder la priorité absolue à l'approvisionnement des collectivités des Premières Nations en eau salubre. »



Membres de l'Institut Dena Kayeh, C.-B.

Agriculture et eau douce

Les Canadiens nous ont dit que la variabilité et les changements climatiques posent d'importants problèmes liés à l'eau dans le secteur de l'agriculture.

Contexte

Les producteurs agricoles ont besoin d'un accès fiable à des eaux de surface et à des eaux souterraines propres pour pouvoir produire efficacement des aliments sains. Le gouvernement du Canada travaille depuis longtemps avec les provinces et les territoires pour aider les producteurs et les transformateurs agricoles à améliorer continuellement la viabilité de leurs activités, y compris de la gestion des ressources en eau douce. On a réalisé des progrès notables grâce à la mise en œuvre successive de trois politiques agricoles fédérales-provinciales/territoriales quinquennales. Le Partenariat canadien pour l'agriculture est une initiative quinquennale (2018-2023) qui a permis d'investir 3 milliards de dollars dans la recherche scientifique et l'innovation concertées appliquées à l'agriculture. Il accorde la priorité à la lutte contre les changements climatiques et à la conservation du sol et de l'eau douce, mais aussi à des programmes destinés à accélérer l'adoption par les exploitations agricoles de pratiques durables de gestion de l'eau douce.

Ce qu'on nous a dit

Les participants ont mentionné la nécessité de recueillir des données sur les bilans et les modèles hydriques, de faire de la surveillance et de se doter d'autres outils afin de comprendre et de prédire les impacts des changements climatiques sur les ressources en eau douce.

Ils ont également préconisé la mise en place de programmes de recherche régionaux axés sur l'agriculture et les bassins hydrographiques, afin de faire une utilisation plus efficace de l'eau et de faciliter l'adoption de pratiques agricoles durables qui favorisent la résilience face au climat.

D'autres ont mentionné l'importance de la collecte de données qui sont adaptées aux besoins du secteur agricole et de produits d'information faciles à comprendre. Les participants ont également dit qu'il fallait mettre à jour les outils cartographiques relatifs aux sols, aux eaux souterraines et aux milieux humides.

Par ailleurs, en raison de la régionalisation du secteur agricole, ils ont suggéré la création de dépôts de données régionales sur l'eau douce, comme de bonnes pratiques de gestion. D'autres participants jugent qu'il est important de recueillir, de gérer et d'échanger les données de façon uniforme à l'échelle du Canada, afin de garantir qu'elles pourront être utilisées sur le plan national au besoin.

Des participants ont suggéré que, en plus du soutien du gouvernement pour une infrastructure naturelle et physique, y compris des projets d'irrigation, il fallait élaborer des pratiques agricoles à la fois innovatrices et transformatives, qui permettront une utilisation efficace de l'eau dans le secteur agricole, comme l'élaboration de systèmes visant à mieux recycler l'eau, et la conception et l'utilisation de capteurs d'humidité du sol, d'outils d'optimisation de l'irrigation en temps réel et de divers technologies émergentes. Autres recommandations : offrir éducation et formation, ainsi qu'une aide financière pour l'adoption de méthodes de gestion adaptatives.

Les participants préconisent des pratiques agricoles innovatrices en vue de minimiser les effets néfastes de l'agriculture sur l'eau douce, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de pratiques exemplaires de gestion agricole.

Propos des participants :

« Il faut établir des bilans hydriques dans les bassins hydrographiques agricoles de tout le Canada, et intégrer les changements climatiques à l'évaluation. »

« [L'Agence canadienne de l'eau devrait] « travailler avec les provinces et territoires, le secteur agricole et d'autres partenaires pour stimuler l'adoption de technologies innovatrices axées sur l'économie d'eau et d'outils d'aide à la décision, et pour accélérer l'adoption de pratiques et de technologies qui renforceront la résilience et la durabilité. »



Champs agricoles et rivière près de Glasgow (Île-du-Prince-Édouard)

Secteurs économiques et eau douce

Les Canadiens entrevoient de nombreux problèmes liés à l'eau douce pour les secteurs économiques du pays, notamment en raison des impacts des changements climatiques.

Contexte

L'eau douce est un catalyseur de l'activité économique au Canada. Le succès de chaque secteur dépend de l'accès à des réserves suffisantes d'une eau douce saine, et l'industrie joue un rôle particulier dans la gestion durable de l'eau. Dans chaque secteur de l'économie, de nombreux intervenants prennent des mesures pour minimiser les impacts de leurs activités sur la qualité de l'eau douce et les réserves d'eau douce.

Ce qu'on nous a dit

Selon les participants, les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, du tourisme, des pêches et des loisirs, le secteur manufacturier et d'autres secteurs économiques qui dépendent des ressources en eau douce doivent adopter des pratiques qui renforceront leur résilience face aux défis qui les attendent en raison des changements climatiques – cela inclut des technologies et des approches innovatrices.

Les participants ont souligné l'importance des prévisions à court terme et de la modélisation prédictive à long terme. Ils pensent également qu'il faut recueillir des données normalisées et les stocker dans un lieu centralisé afin de faciliter l'accès à ces données et aux connaissances, à l'appui des décisions relatives à la gestion de l'eau douce.

De nombreux participants se sont dits inquiets à propos des impacts que peuvent avoir certains secteurs économiques sur la qualité de l'eau et sur les écosystèmes d'eau douce, et pensent que les intervenants de ces secteurs doivent adopter des pratiques plus propres.

Les participants ont donné plusieurs exemples positifs de stratégies sectorielles, portant par exemple sur les domaines suivants : technologies; approches innovatrices et pratiques exemplaires de gestion contribuant à la conservation de l'eau; utilisation plus efficace de l'eau; réutilisation et recyclage de l'eau.

Propos des participants :

« De nombreux secteurs vont devoir relever des défis liés à l'eau douce au cours des 20 prochaines années. Une très grande incertitude plane quant aux changements climatiques... La gestion adaptative sera également importante au sein de ces secteurs à mesure que les changements climatiques se manifesteront. »

« Nous croyons que l'ACE devrait jouer un rôle de coordination et favoriser la poursuite de l'innovation en matière de technologies durables appliquées aux divers secteurs économiques... L'ACE pourrait aussi servir de plateforme centrale pour l'octroi de fonds fédéraux à des projets agricoles et économiques. »



Centrale électrique de Seven Sisters,
rivière Winnipeg, Man.

Sciences de l'eau douce

Les Canadiens nous ont dit qu'il était essentiel d'améliorer les sciences de l'eau douce pour assurer la salubrité, la propreté et la bonne gestion de notre eau.

Contexte

Le Canada possède une vaste expertise scientifique universitaire, gouvernementale, non gouvernementale et communautaire dans le domaine de l'eau. De nombreux ministères fédéraux mènent des activités scientifiques sur l'eau douce, notamment Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), Pêches et Océans Canada (MPO), Ressources naturelles Canada (RNC), Santé Canada (SC) et le Conseil national de recherches du Canada (CNRC). Le financement de la recherche sur l'eau par les conseils subventionnaires et les programmes de chaires de recherche et d'excellence a permis de créer un réseau important d'experts en matière d'eau dans le milieu universitaire. Le Canada utilise cette expertise pour relever des défis tels que la demande et la concurrence croissantes en eau, les contaminants de l'eau potable, l'excès de nutriments et de polluants, les espèces envahissantes et la protection des services écosystémiques essentiels et de la biodiversité aquatique.

Ce qu'on nous a dit

De nombreux participants nous ont dit que la politique et la gestion de l'eau douce doivent reposer sur des données scientifiques solides et des connaissances autochtones, et que les sciences de l'eau douce sont essentielles pour étayer le processus décisionnel à tous les ordres de gouvernement, dans le secteur privé, les autres parties prenantes et le public. L'importante capacité scientifique en eau douce au Canada est reconnue, mais beaucoup croient qu'il faut une plus grande coordination entre les chercheurs qui travaillent dans les ministères et organismes fédéraux, pour les provinces et les territoires, et dans les établissements d'enseignement. Certains ont fait remarquer qu'une meilleure coordination améliorerait la collaboration scientifique et interdisciplinaire et concentrerait la capacité scientifique du Canada sur les priorités nationales et régionales en matière de sciences de l'eau douce.

Propos des participants :

« L'Agence canadienne de l'eau a un rôle à jouer pour améliorer la coordination des sciences de l'eau douce et de la mobilisation intersectorielle. »

« ... nous avons besoin d'une approche nationale en matière de recherche, de développement et de diffusion des données, mais il est également crucial que toutes les activités de recherche et développement locales soient coordonnées dans le processus décisionnel global, puisque chaque région du pays a ses propres situations uniques. Tous les niveaux doivent travailler ensemble... »

« Inclure les connaissances traditionnelles dans toutes les études scientifiques. »

« Nous avons besoin de plus de financement pour la recherche afin de créer une base de données sur l'eau douce à l'échelle du pays, de manière à pouvoir cerner les changements lorsqu'ils surviennent, et réagir rapidement. »

Les participants ont souligné la nécessité d'avoir plus de données de référence à l'échelle des bassins hydrographiques pour faciliter les évaluations des nouveaux projets d'aménagement. Ils nous ont dit qu'il faut davantage de recherche, de surveillance et de modélisation pour prévoir et suivre les changements climatiques et les autres menaces pesant sur la qualité, la quantité, la santé et les fonctions des écosystèmes d'eau douce, y compris la prévision des inondations et des sécheresses. Ils ont également mentionné le besoin de données scientifiques pour aider à élaborer des stratégies et des approches d'adaptation et de résilience aux changements climatiques.

D'autres priorités en matière de sciences de l'eau douce portent sur une meilleure compréhension des effets cumulatifs des contaminants et d'autres agents de stress sur la qualité de l'eau douce et les écosystèmes aquatiques.

Il faut renforcer la surveillance de la qualité et de la quantité de l'eau douce dans toutes les régions du pays, y compris dans le Nord. Les participants ont suggéré de surveiller davantage de substances dans l'eau douce et d'étendre la surveillance des eaux de surface, des eaux souterraines, de la fonte des neiges, de l'humidité du sol et de l'utilisation de l'eau. Des programmes communautaires plus nombreux offriraient un moyen rentable d'étendre la surveillance dans les régions éloignées ou dans celles où la surveillance est limitée actuellement.

Les participants nous ont également dit qu'il faut accorder plus d'attention à la communication et au transfert des connaissances aux utilisateurs.



Lac des Bois, Ont.

Données sur l'eau douce

Les Canadiens ont souligné que la disponibilité de données de grande qualité et l'accès à celles-ci sont essentiels pour prendre des décisions efficaces sur tous les enjeux liés à l'eau douce au Canada, y compris l'adaptation aux changements climatiques.

Contexte

De même que les sciences de l'eau douce, les données et l'information sont essentielles pour faciliter la prise de décisions fondées sur des données probantes. Le volume croissant de données et les progrès de l'analytique ouvrent de nouvelles possibilités de gestion de l'eau douce. De nombreuses initiatives sont en place pour recueillir et partager des données et de l'information sur la quantité, la qualité, l'utilisation et la demande en eau douce. ECCC, AAC, RNCAN, le MPO, Parcs Canada, Statistique Canada et d'autres ministères fédéraux fournissent plus de 1 000 ensembles de données sur le site Web des données ouvertes.

Ce qu'on nous a dit

Les données figuraient en bonne place dans les commentaires reçus de la majorité des participants. Les commentaires soulignaient fréquemment l'importance de l'accès à des données fiables sur l'eau douce grâce à un partage accru des données ouvertes et à un meilleur accès à celles-ci.

Les participants étaient nombreux à souligner la nécessité d'une stratégie pour appuyer une approche plus intégrée, coordonnée et normalisée de la collecte, de la gestion et du partage des données. Plusieurs pensent que des normes nationales, des méthodologies uniformes, de même que des procédures et protocoles opérationnels définis sont nécessaires pour améliorer la fiabilité des données sur l'eau douce et permettre l'interopérabilité des ensembles de données recueillies par différentes organisations. D'autres ont suggéré que la normalisation des données pourrait aider à faire progresser la surveillance communautaire en assurant la qualité, la compatibilité, l'harmonisation et l'interopérabilité des données. Un certain nombre de participants ont également insisté sur le fait qu'il faudrait accorder une attention particulière à l'inclusion appropriée et respectueuse des connaissances autochtones dans l'élaboration d'une stratégie de données.

Propos des participants :

« ... il faut une méthodologie uniforme, surtout pour la collecte de données, et des plateformes accessibles pour le partage de données, avec une formation sur les normes ouvertes pour les parties prenantes, puisque les données recueillies peuvent servir à prendre des décisions stratégiques visant à protéger notre eau... »

« Il est essentiel de coordonner les dépôts de données centralisés au-delà des frontières. Il est important de veiller à ce que les données soient interopérables entre ces différentes administrations. »

« Les ensembles de données provenant des satellites d'observation de la Terre sont en grande partie sous-utilisés et pourraient mener à des progrès importants dans les sciences de l'eau douce à l'échelle nationale, notamment en ce qui concerne l'hydrologie, la qualité de l'eau, l'hydrodynamique des lacs et les impacts climatiques. »

Les participants ont exprimé leur soutien à un centre de données ou un portail de données pour accroître l'efficacité de l'accès aux données sur l'eau douce.

Les technologies par satellite et les progrès en matière de collecte et d'analytique des données à distance sont considérés comme des outils d'aide à la prise de décisions et à la gestion de l'eau douce, tout comme la collecte automatisée des données, les outils de gestion des données en libre accès, les analyses de mégadonnées, les outils d'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle. Ensemble, ces technologies peuvent améliorer les prévisions et soutenir la modélisation prédictive, déclarent les participants. Il faudrait aussi offrir de la formation et du soutien aux parties prenantes pour utiliser les nouvelles technologies.

Plusieurs participants ont souligné l'importance d'assurer la connectivité par Internet et par satellite pour le partage des données et l'accès à celles-ci.



Gestion transfrontalière des eaux douces

Les Canadiens nous ont dit qu'il faut renforcer la collaboration entre les administrations pour gérer et protéger les eaux partagées.

Contexte

Les trois quarts des 25 grands bassins du Canada traversent des frontières provinciales ou territoriales; neuf partagent des eaux avec les États-Unis, plus de 40 % de la frontière entre le Canada et les États Unis traverse des eaux partagées, et plus de 300 lacs et rivières traversent la frontière internationale. La gestion des eaux transfrontalières peut être complexe, car les décisions prises dans une administration peuvent avoir des répercussions importantes sur une autre.

Ce qu'on nous a dit

Les participants ont recommandé une approche collaborative de la gestion des eaux douces transfrontalières entre tous les ordres de gouvernement, y compris les gouvernements autochtones. Ils ont suggéré que les conseils chargés de superviser la gestion transfrontalière des eaux douces comprennent des experts ou travaillent avec des experts afin de collaborer pour trouver des solutions aux problèmes de pollution et aux autres problèmes liés à l'eau douce.

L'accès à des données normalisées, harmonisées et interopérables et le partage de celles-ci ont été jugés essentiels à la gestion et à la protection efficaces des eaux transfrontalières, tout comme les investissements dans la collecte de données à long terme pour évaluer les changements au fil du temps et à mesure que de nouveaux enjeux se présentent. Les participants ont également recommandé une modélisation coopérative transfrontalière des changements climatiques et l'élaboration de scénarios. Plusieurs ont déclaré que l'échange de données entre les administrations pourrait renforcer les ententes transfrontalières et aider à cerner et à traiter les enjeux transfrontaliers prioritaires en matière d'eau douce, comme les impacts des changements climatiques.

Les participants ont souligné la nécessité de clarifier les différences entre les administrations en ce qui concerne les lois, les règlements et les politiques qui influent sur les décisions relatives aux eaux transfrontalières, ainsi que de cerner et de corriger les incohérences qui peuvent contribuer aux défis en matière de planification et de coordination des eaux douces transfrontalières.

Les participants ont préconisé une participation accrue des nations et des gouvernements autochtones à la gestion des eaux douces transfrontalières et à la prise de décisions dans ce domaine. Il faudrait également leur fournir un soutien financier et technique pour faciliter leur participation.

Propos des participants :

« L'eau ne connaît pas de frontières politiques; son intendance exige la coopération et la collaboration entre les administrations. »

« L'Agence canadienne de l'eau pourrait offrir du soutien sous la forme de planification de la gestion de l'eau douce, de collecte de données et d'outils d'analyse qui aident également à guider les approches nationales plus globales. »

« L'Agence canadienne de l'eau pourrait faciliter la conclusion d'ententes intergouvernementales visant à recueillir et à harmoniser des ensembles de données d'importance nationale, à mieux relier les banques d'information du pays et à améliorer notre compréhension commune de cette ressource partagée. »



Technologie, innovation et infrastructure en matière d'eau douce

Les Canadiens ont convenu que les investissements dans la technologie, l'innovation et l'infrastructure sont essentiels pour relever les défis liés à l'eau douce.

Contexte

Les technologies et l'infrastructure dans le domaine de l'eau atténuent la pollution de l'eau douce, assurent des services d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux usées, améliorent la conservation de l'eau douce et facilitent la gestion des phénomènes hydrologiques extrêmes. Le gouvernement fédéral soutient la recherche, le développement et l'adoption de technologies d'eau douce, comme Technologies du développement durable Canada, le Programme d'aide à la recherche industrielle du CNRC, les Programmes de croissance propre de RNCan et le Programme des technologies propres d'AAC. Le gouvernement fédéral appuie des investissements dans les réseaux d'aqueduc, d'égout et d'eaux pluviales, ainsi que dans l'infrastructure naturelle, dans le cadre du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada, du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes, du Programme national d'atténuation des catastrophes, de la Banque de l'infrastructure du Canada, du Fonds municipal vert et du Fonds d'amélioration de l'infrastructure d'approvisionnement en eau et du traitement des eaux usées des Premières Nations dans les réserves.

Ce qu'on nous a dit

Les participants ont insisté sur l'importance de mettre en place des infrastructures résistantes et résilientes aux changements climatiques. De plus, la mise en place d'infrastructures et de technologies appropriées pour régler les problèmes d'eau douce dans les régions nordiques et les collectivités autochtones a été désignée comme une priorité.

L'état des réseaux vieillissants d'eau douce a été souligné comme une préoccupation, tandis que d'autres participants jugeaient important d'investir dans des innovations, comme des technologies de réutilisation de l'eau. Un certain nombre de participants ont insisté sur la nécessité d'améliorer « l'infrastructure naturelle » - des moyens axés sur la nature d'améliorer la résilience au climat et de lutter contre la pollution.

Compte tenu des besoins et des exigences très différents en ce qui concerne les infrastructures des collectivités dans tout le Canada, certains participants considèrent qu'une approche universelle en matière de technologie et d'innovation ne s'applique pas. Les besoins en infrastructures des collectivités éloignées, des petites collectivités et des collectivités autochtones doivent recevoir une attention particulière, et il serait utile d'établir un ordre de priorité des besoins en infrastructures dans chaque région.

Les participants ont également fait valoir l'importance du partage de l'information, des expériences et des solutions entre les collectivités et les régions aux prises avec des défis similaires en matière d'eau douce.

La collaboration pour l'élaboration de technologies liées à l'eau douce devrait être une priorité, y compris la collaboration entre les administrations et les secteurs. Une plateforme de partage de l'information, où les utilisateurs et les développeurs de technologies pourraient établir des réseaux, échanger des données, des pratiques exemplaires, des outils de prise de décisions et des modèles modernes d'infrastructure et d'architecture numériques, constituerait une occasion importante de faciliter la collaboration et d'accélérer la recherche et développement.

Propos des participants :

« Un centre de technologie et d'innovation offrirait de nombreuses possibilités à la future Agence canadienne de l'eau. Le partage des leçons apprises des compétences autochtones, locales, régionales, provinciales et territoriales peut aider à accélérer les innovations en matière de résilience de l'eau partout au Canada. »

« L'Agence canadienne de l'eau devrait aussi assurer la coordination et l'orientation générales pour le développement des technologies d'eau douce en mobilisant les ministères fédéraux, les provinces et les territoires, les municipalités, les peuples autochtones, le milieu universitaire, les représentants du secteur, les organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes afin de déterminer les priorités nouvelles en matière de progrès technologique. »

« Des infrastructures stables, fiables et résilientes seront essentielles pour lutter contre les effets des changements climatiques. »



Étang Berry Head, Parc national du Gros-Morne (Terre-Neuve)

Faire participer les Canadiens à la gestion et à la protection de l'eau douce

Les Canadiens nous ont dit qu'ils appréciaient l'eau douce et qu'ils voulaient contribuer pour aider à la gestion et à la protection des ressources en eau douce du Canada.

Contexte

Les Canadiens se soucient profondément de l'eau douce. Il existe des modèles efficaces de mobilisation des citoyens et des collectivités à l'égard de l'eau douce, allant d'initiatives visant à mieux comprendre l'état des eaux locales à des activités de surveillance et d'intendance sur le terrain visant à protéger les écosystèmes d'eau douce.

Ce qu'on nous a dit

Les participants ont insisté sur l'importance d'élargir l'information sur l'état de l'eau douce au Canada afin de mieux faire connaître les défis et la façon dont les Canadiens peuvent contribuer aux solutions. Des forums réguliers visant à encourager le réseautage et l'échange de renseignements entre les parties prenantes, tant à l'intérieur des régions qu'entre elles, ont également été suggérés.

Les participants nous ont dit aussi que les Canadiens veulent participer à des activités scientifiques et d'intendance de l'eau douce, y compris par la science citoyenne et des efforts communautaires. De nombreuses organisations non gouvernementales de l'ensemble du pays appuient déjà les activités scientifiques sur l'eau douce et l'éducation, la mobilisation et l'intendance des ressources en eau douce. Il est important de reconnaître le rôle important que jouent ces organisations et de chercher des occasions d'appuyer leurs initiatives et leur expertise et d'en tirer parti.

Les participants ont souligné que l'amélioration des programmes communautaires de surveillance de l'eau, y compris le soutien de la surveillance par les collectivités autochtones, est un moyen efficace et efficient d'appuyer le besoin croissant de données sur l'eau douce et de combler les lacunes dans l'information dans les régions rurales et éloignées où la recherche et la surveillance gouvernementales et universitaires sont limitées.

Pour faciliter le renforcement des capacités de participer à des activités scientifiques et d'intendance, certains participants nous ont dit que les organisations bénéficieraient d'un meilleur accès à l'expertise scientifique et à la formation technique, ainsi que d'un financement durable à long terme.

Propos des participants :

« ... l'Agence devrait être responsable de la surveillance continue et de la production de rapports sur les indicateurs clés concernant la santé des eaux canadiennes et les tendances pertinentes. Les rapports devraient être présentés dans des tableaux de bord en ligne et mis à jour régulièrement... afin que le public ait continuellement accès à des renseignements utiles. »

« Nous devons tirer parti des efforts de surveillance de l'eau dans les collectivités. »

« Une Agence canadienne de l'eau pourrait contribuer... en facilitant l'intégration des données de surveillance à long terme aux travaux de surveillance communautaire afin de fournir la couverture la plus détaillée disponible aux niveaux local et régional. »



Considérations relatives à la gouvernance

Les Canadiens ont partagé leurs points de vue sur les considérations relatives à la gouvernance pour l'Agence canadienne de l'eau, soulignant les modèles de gestion à l'échelle du bassin hydrographique, de gouvernance de l'eau douce entre différentes administrations, de participation des peuples autochtones, ainsi que d'inclusion d'experts en la matière.

Contexte

Les fédérations comme le Canada sont plus susceptibles d'avoir des gouvernements infranationaux ayant des responsabilités en matière de gestion de l'eau douce. Un large éventail de facteurs, au-delà de la division constitutionnelle des pouvoirs d'un pays, déterminent également l'organisation de la gestion de l'eau douce d'un pays; il n'existe pas de modèle commun unique. Lorsqu'on examine la conception structurelle et opérationnelle d'une Agence canadienne de l'eau, il est important de tenir compte du contexte canadien.

Ce qu'on nous a dit

Les participants nous ont dit qu'une Agence canadienne de l'eau devrait promouvoir une approche holistique, collaborative et intégrée de la gestion de l'eau douce, caractérisée par une approche pangouvernementale à l'échelle fédérale et par une collaboration et une mobilisation efficaces avec les provinces et les territoires, les gouvernements et les détenteurs de droits autochtones, les utilisateurs de l'eau, les parties prenantes et le public.

L'Agence canadienne de l'eau doit aussi avoir un mandat et une orientation bien définis afin de pouvoir progresser dans la lutte contre les défis les plus pressants en matière de gestion de l'eau douce au Canada.

Les participants nous ont également dit qu'une Agence canadienne de l'eau doit tenir compte des différences entre les priorités en matière d'eau douce et les défis de la gestion dans les différentes régions du Canada, et mobiliser des experts régionaux en eau douce, les parties prenantes et le public.

Ils estimaient également qu'il est préférable de s'attaquer à de nombreux problèmes d'eau douce au niveau du bassin hydrographique et que l'Agence canadienne de l'eau devrait s'appuyer sur les initiatives existantes axées sur les bassins hydrographiques et les soutenir, y compris les initiatives de gestion des eaux transfrontalières partagées entre des provinces et des territoires et entre le Canada et les États-Unis.

Propos des participants :

« L'Agence canadienne de l'eau devrait fournir un organisme de coordination interministériel national ainsi que des bureaux et des agents de liaison partout au Canada... faciliter la mobilisation régionale et veiller à donner la priorité aux enjeux propres au bassin versant. »

« ... le modèle de gouvernance d'une future Agence canadienne de l'eau doit reposer sur une base qui tient compte du contexte local, peut-être par la mobilisation de mécanismes existants comme les groupes de bassins versants, ainsi que de la nature transfrontalière inhérente de l'eau. »

« ... l'Agence devrait avoir un mandat et une structure clairement définis et distincts pour atteindre les objectifs du Canada en matière d'eau douce sans entraver les approches fédérales et provinciales qui existent déjà. »



7.0 Conclusion

Les Canadiens ont donné des conseils précieux sur les enjeux les plus pressants auxquels font face leur région et le pays, sur les occasions que le gouvernement fédéral devrait saisir pour améliorer la gestion de l'eau douce, qui sont les plus grandes priorités, et sur la façon dont une Agence canadienne de l'eau fédérale pourrait aider. Nous vous avons entendu et nous comprenons mieux vos points de vue.

Vous nous avez fait part de votre appui ferme concernant tous les objectifs relatifs à l'eau douce présentés dans le document de travail, et vous avez indiqué les cinq priorités suivantes :

- Les politiques fédérales favorisent une gestion et une protection efficaces des ressources d'eau douce et des écosystèmes du Canada pour les défis du XXI^e siècle et au-delà, y compris l'adaptation aux changements climatiques.
- Des données et des renseignements sont disponibles pour appuyer la prise de décisions éclairées sur l'eau douce à tous les niveaux.
- Les Canadiens participent activement à la gestion et à la protection de l'eau douce.
- Les peuples autochtones jouent un rôle accru dans la gestion de l'eau douce du Canada.
- Le Canada possède et applique des connaissances scientifiques de pointe pour relever les défis du prochain siècle en matière d'eau douce, y compris en ce qui a trait aux changements climatiques.

Nous vous avons entendu, et nous comprenons mieux vos points de vue.

Environnement et Changement climatique Canada remercie toutes les personnes qui ont pris le temps de lui faire part de leurs commentaires. En offrant généreusement votre temps et en partageant votre passion pour la protection et l'utilisation durable de l'eau douce, les Canadiens ont fourni des commentaires et des conseils précieux sur la façon de garder l'eau douce propre, sécuritaire et bien gérée, aujourd'hui et demain.

Le gouvernement du Canada a réaffirmé son engagement à créer l'Agence canadienne de l'eau dans le budget 2021, qui a alloué 17,4 millions de dollars à ce travail.

Vos commentaires orienteront le dialogue continu avec les provinces, les territoires, les peuples autochtones et d'autres parties prenantes sur les façons de travailler ensemble pour améliorer la gestion de l'eau douce au Canada grâce à la création d'une nouvelle Agence canadienne de l'eau et pour mieux protéger les grands lacs au Canada.

Environnement et Changement climatique Canada se réjouit à l'idée de continuer à travailler ensemble pour faire de l'Agence canadienne de l'eau une réalité.



Rivière Bow (Alberta)

Annexe I : Perspectives régionales

En février, Environnement et Changement climatique Canada a organisé six forums régionaux virtuels sur l'eau douce – Canada atlantique, Québec, Ontario, Prairies, Colombie-Britannique et Territoires du Nord – qui ont permis à plus de 1 400 Canadiens de faire part de leurs réflexions sur les principaux enjeux et défis liés à l'eau dans leur région respective et de leurs commentaires sur la façon dont une Agence canadienne de l'eau pourrait aider.

Les sous-sections suivantes donnent un aperçu général des perspectives régionales transmises par le public et les parties prenantes.

Canada atlantique

Les experts ont abordé les principales préoccupations relatives à la qualité des eaux souterraines, à l'évolution des conditions liée aux changements climatiques et à la pollution de l'eau. Ils ont également précisé que les données en libre accès et le partage de données, en particulier les données écologiques de référence, étaient des occasions clés pour l'Agence canadienne de l'eau. Le soutien et l'amélioration de la collaboration entre les administrations seraient également l'une de ces possibilités. On soulève la question de l'inclusion des collectivités et des connaissances autochtones dans la gestion de l'eau douce.

Pendant les séances en petits groupes du forum, les participants nous ont dit que le partage de l'information et l'amélioration de l'accessibilité des données étaient précieux, que l'Agence canadienne de l'eau pourrait servir de centre de regroupement et de normalisation des données et qu'elle pourrait organiser des conférences régulières sur l'eau douce pour échanger l'information et les innovations. Dans de nombreux groupes, les participants ont souligné que l'amélioration de la compréhension de l'eau par le public et la nécessité de changer notre attitude collective à l'égard de l'eau sont des objectifs importants.

Ils ont soulevé un certain nombre de préoccupations lors des séances en petits groupes, en particulier la contamination de l'eau par l'agriculture et l'industrie et les effets des changements climatiques. Les besoins en infrastructures naturelles et techniques pour protéger les collectivités et les écosystèmes contre les risques d'inondation et les accidents industriels ont été examinés. De plus, des données sur la qualité des eaux souterraines et la cartographie des eaux souterraines sont des priorités clés.

La nécessité de comprendre les effets cumulatifs sur l'eau douce, y compris la recherche à l'appui d'une approche intégrée des bassins hydrographiques, était un point commun à plusieurs groupes de discussion. Les discussions ont porté sur le besoin d'une vision holistique des ressources en eau douce, y compris la compréhension des nombreux agents de stress, des utilisations concurrentes, de la demande croissante, des pratiques d'utilisation des terres et des changements climatiques. Certains participants ont proposé d'accroître les pouvoirs des organismes de réglementation.

GROUPE D'EXPERTS RÉGIONAL

Patrick Kiely
Ph.D; SENTRY

Angela Banks
PEI Watershed Alliance

Norm Catto
Ph.D; Université Memorial de
Terre-Neuve

Michelle Gray
Ph.D; Institut canadien des
rivières, Université du Nouveau-
Brunswick

Québec

Les experts ont relevé les impacts des changements climatiques et l'adaptation à ces changements comme les défis les plus importants de la province en matière d'eau, et ont discuté de la question d'une technologie mal adaptée. Ils ont également souligné que la salubrité de l'eau potable dans toutes les collectivités autochtones était une priorité absolue. Les experts se sont penchés sur la nécessité de sensibiliser davantage le grand public aux questions relatives à l'eau et à la responsabilité personnelle. Ils ont cerné le besoin de renforcer la surveillance hydrométrique et météorologique et les prévisions des inondations, et déterminé des lacunes dans la couverture des données. Ils ont également suggéré que l'Agence canadienne de l'eau pourrait jouer un rôle clé dans l'éducation et le soutien de la collaboration entre les organismes d'eau douce.

Les experts du forum ont expliqué que la gestion centralisée des données était une occasion clé à long terme pour l'Agence canadienne de l'eau. Ils ont souligné les trois domaines de possibilités suivants pour l'Agence canadienne de l'eau : mettre à disposition des modèles de bilan hydrique de l'eau douce locale, y compris des eaux souterraines, établir des lignes directrices pour la surveillance et appuyer l'optimisation des connaissances et la collaboration entre les disciplines. Les experts ont également discuté du rôle de l'Agence canadienne de l'eau pour faciliter l'inclusion des peuples et des collectivités autochtones dans la prise de décisions liées à l'eau douce.

Au cours des séances en petits groupes, les participants ont déterminé qu'un renforcement de l'éducation du public et la mobilisation dans le domaine de l'eau douce étaient des priorités. Les données et les prévisions concernant les effets des changements climatiques sont des lacunes clés dans l'information et les capacités actuelles. Les participants ont également discuté de la reconnaissance du travail de l'organisation et des initiatives existantes et des possibilités d'en tirer parti. Un thème commun des discussions en petits groupes était la possibilité pour l'Agence canadienne de l'eau d'établir un processus complet et harmonisé de collecte, d'analyse et d'échange des données.

Les préoccupations soulevées lors des séances en petits groupes portaient sur le manque de coordination entre les ordres de gouvernement; les participants ont souvent suggéré que l'Agence canadienne de l'eau améliore la communication et la collaboration entre les entités s'occupant de la gestion de l'eau douce. Ils estimaient également que les efforts fédéraux devraient appliquer une approche régionale à la mise en œuvre en raison de la taille et des divers paysages du Canada. Les groupes aimeraient que l'Agence canadienne de l'eau crée des normes et recommande des méthodologies, mais elle doit aussi se concentrer sur le soutien de solutions communautaires.

Les groupes de discussion ont enfin souligné la nécessité de s'attaquer au vieillissement des infrastructures et de construire de nouvelles infrastructures résilientes aux changements climatiques et adaptées à la croissance démographique et à l'intensification de l'urbanisation.

GROUPE D'EXPERTS RÉGIONAL

Jean Cinq-Mars

coprésident du Collaboratif
des Grands Lacs et des Saint
Laurent et commissaire au
développement durable du
Québec de 2009 à 2016

Sonja Behmel

WaterShed Monitoring

Marie-Amelie Boucher

Ph.D; Université de Sherbrooke

Philippe Gachon

Ph.D; Université du Québec à
Montréal

Ontario

Les experts ont déterminé que la qualité de l'eau était le plus grand défi de l'Ontario en matière de gestion de l'eau douce. Les préoccupations portaient notamment sur le ruissellement des nutriments, les proliférations d'algues, le traitement inadéquat des eaux usées et la perte des milieux humides et des services de filtration naturelle qu'elles fournissent. Ils ont également noté des pressions dues à l'urbanisation et à la nécessité d'avoir plus de données sur les eaux souterraines, de cartographier les plaines inondables et d'appuyer la planification urbaine, ainsi que d'élaborer des modèles de prévision qui tiennent compte des changements climatiques. Ils ont aussi discuté d'une approche plus holistique, particulièrement en ce qui a trait à la gestion des écosystèmes et des bassins hydrographiques des Grands Lacs.

Les experts et les groupes de discussion ont examiné la nécessité d'une plus grande collaboration sur les données, ainsi que de la mise à profit de l'expertise, des ressources, du financement et de la recherche. Ils ont défini un autre rôle important de l'Agence canadienne de l'eau : le soutien et la collaboration à long terme pour veiller à ce que les données et les métadonnées sur l'eau soient centralisées, cohésives et normalisées, en facilitant la surveillance à long terme.

Au cours des séances en petits groupes, les enjeux liés à la qualité de l'eau et à la restauration de la santé des Grands Lacs ont été soulignés comme des priorités. De nombreux groupes ont également exprimé des préoccupations au sujet des risques d'inondation, des effets sur les collectivités et du besoin d'infrastructures résilientes.

L'augmentation des ressources pour la coordination et la communication entre les ordres de gouvernement, les organisations locales et les initiatives régionales non gouvernementales était un sujet de discussion commun.

Les groupes de discussion ont mis en lumière la participation des collectivités autochtones aux rôles de leadership pour la gestion de l'eau, avec des relations de travail officielles et un financement réservé pour renforcer les capacités des peuples autochtones et leur permettre de participer plus efficacement.

GRUPE D'EXPERTS RÉGIONAL

Gord Miller

Collaboratif des Grands Lacs et
des Saint Laurent

Dawn Martin-Hill

Ph.D; Université McMaster

Lou Di Gironimo

Toronto Water

Nandita Basu

Ph.D; Université de Waterloo

Prairies

Les experts ont indiqué que les principaux problèmes de la région en ce qui concerne l'eau douce sont les inondations, la sécheresse et les changements climatiques. Ils ont relevé des lacunes dans les prévisions météorologiques et hydrologiques et la modélisation climatique, en particulier dans les régions rurales et agricoles, et un manque global de surveillance régionale des eaux de surface et souterraines. Ils ont également souligné que la perte de zones humides et la charge en nutriments dans les cours d'eau étaient des préoccupations, ainsi que le défi posé par la demande croissante des ressources limitées en eau douce.

Les experts ont mis en valeur le point de vue et le mode de vie des Autochtones en ce qui a trait aux terres et à l'eau, et le fait que les collectivités autochtones doivent être des partenaires de la gestion de l'eau. Ils ont décrit des possibilités offertes par les solutions axées sur la nature et le soutien du rôle du savoir autochtone dans l'innovation et les pratiques exemplaires en matière de gestion de l'eau.

Les experts ont relevé des possibilités clés et des rôles essentiels pour l'Agence canadienne de l'eau, notamment la collaboration et l'inclusion des parties prenantes dans la gestion et la planification des bassins versants. Ils ont suggéré que l'Agence canadienne de l'eau appuie les investissements dans la gestion de l'eau, y compris l'infrastructure pour se préparer aux défis futurs liés à l'eau douce résultant des changements climatiques. Ils ont également discuté des moyens d'atténuer les compromis difficiles entre le développement économique, la santé des écosystèmes aquatiques et la salubrité de l'eau potable. L'échange de pratiques exemplaires, la prise de décisions conjointes entre les secteurs, les leçons tirées des innovations dans d'autres pays et les mesures d'encouragement à l'efficacité sont importants pour relever les défis liés à l'eau douce. D'autres suggestions ont été avancées, notamment une réglementation rigoureuse pour les industries qui ont une incidence importante sur l'eau, le soutien à l'innovation et à la mise en œuvre de pratiques exemplaires, ainsi qu'une planification concertée pour assurer la fiabilité de la disponibilité de l'eau pour répondre à divers besoins.

Les préoccupations des groupes de discussion comprenaient les effets des changements climatiques et la disponibilité future de l'eau pour l'agriculture, de même que les effets possibles sur la sécurité alimentaire canadienne. Des préoccupations entourant la répartition des ressources en eau et les effets des industries sur l'eau douce ont également été souvent exprimées.

Les participants ont souligné à quel point il est difficile de naviguer dans les nombreux ministères du gouvernement fédéral et les couches des autres gouvernements régionaux ayant compétence sur l'eau douce. Les possibilités offertes par l'Agence canadienne de l'eau comprenaient le besoin de communication et de soutien pour l'échange d'information entre les groupes et les secteurs de compétence, la collecte et la diffusion de l'information, ainsi que la coordination et la centralisation des données.

GROUPE D'EXPERTS RÉGIONAL

Kim Sturgess
WaterSMART Solutions

du grand chef Jerry Daniels
Organisation des chefs du Sud

Danny Blair
Ph.D; Centre climatique des
Prairies, Université de Winnipeg

Aaron Gray
Saskatchewan Irrigation
Projects Association

Colombie-Britannique

Les experts ont discuté des effets des changements climatiques sur l'eau douce, de l'importance de l'eau pour la réconciliation avec les peuples autochtones et de l'importance d'équilibrer les besoins écologiques en eau et les besoins humains. Des préoccupations ont été exprimées au sujet de l'approvisionnement en eau, particulièrement en ce qui a trait à l'enneigement non fiable et aux pénuries estivales d'eau résultant des changements climatiques, ainsi que de la possibilité d'une attribution excessive des ressources en eau étant donné le manque de données sur l'étendue cumulative et la disponibilité des ressources en eau (p. ex., eaux de surface, souterraines et aquifère). Les experts ont également exprimé leur frustration à l'égard du manque de coordination sur les questions relatives à l'eau douce, des organisations locales au gouvernement, et de la complexité pour comprendre les responsabilités des différentes administrations en matière de gestion de l'eau et s'y retrouver. Ils ont aussi noté des préoccupations croissantes au sujet du vieillissement des infrastructures hydrauliques urbaines et des répercussions sur la qualité de l'eau liées au ruissellement des eaux pluviales urbaines et aux débordements des réseaux d'égouts.

Plusieurs possibilités ont été suggérées pour l'Agence canadienne de l'eau, notamment faciliter une mobilisation et un dialogue accrus entre les entités participant à la gestion de l'eau; compiler, centraliser et tenir à jour les données de tout le pays; et garantir que l'information est vérifiée et facilement accessible.

Les discussions en petits groupes ont permis de déterminer la nécessité de comprendre le débit minimal requis et les régimes d'écoulement saisonnier pour les écosystèmes et la vie aquatique. Les participants ont également souligné que la planification de l'utilisation des terres et la gestion de l'eau sont déconnectées, et que l'Agence canadienne de l'eau pourrait s'attaquer à ce problème. Des préoccupations ont été exprimées au sujet des effets de l'industrie sur l'eau douce, en particulier l'extraction du charbon à ciel ouvert. Les groupes de discussion ont également suggéré qu'il fallait plus de financement pour les infrastructures vertes conçues pour des opérations à faible coût, et que de plus en plus de solutions axées sur la nature sont requises pour lutter contre les inondations, gérer les sédiments et combattre la pollution.

De nombreux groupes de discussion ont également discuté de l'importance de faire participer les groupes locaux, les gouvernements autochtones et les parties prenantes à la gestion de l'eau douce et à la prise de décisions. Le fait de s'assurer que chaque groupe comprend où et comment il peut fournir des commentaires ou des objections aux décisions renforce la confiance dans le processus de collaboration et dans la prise de décisions.

Les groupes ont souligné que les données et les prévisions sur la qualité et la quantité de l'eau devraient être utilisées pour étayer la prise de décisions, et que l'Agence canadienne de l'eau pourrait jouer un rôle à cet égard. L'amélioration de la collecte des données, du stockage de l'information, de la collaboration et de la diffusion de l'information a également été mentionnée parmi les rôles clés pour l'Agence canadienne de l'eau.

GRUPE D'EXPERTS RÉGIONAL

Markus Schnorbus

Ph.D; Pacific Climate Impacts Consortium

chef Harvey McLeod

bande d'Upper Nicola

Kat Hartwig

Living Lakes Canada

Melina Scholefield

Ville de Vancouver

Territoires du Nord

Les experts ont indiqué que les changements climatiques constituent le plus grand défi auquel le Nord est actuellement confronté. Ils ont également souligné la nécessité d'améliorer la capacité de prévision et les prévisions des inondations pour aider les collectivités à se préparer aux conditions changeantes et à s'y adapter. Les données sur les eaux souterraines et leur cartographie sont considérées comme une lacune importante. Les experts ont souligné aussi qu'il est important de surveiller l'eau et de faire le lien entre les données et l'information et leur public. La surveillance a été jugée importante pour la sécurité alimentaire, les déplacements, les prévisions et les décisions communautaires de gestion de l'eau. Les experts ont soulevé la difficulté que pose la surveillance dans le vaste territoire et les populations dispersées du Nord, et ont souligné l'importance des programmes communautaires pour relever ce défi.

Les experts et les participants aux groupes de discussion ont cerné des défis liés au manque de capacité et de ressources. Les facteurs relevés sont en particulier la petite taille des collectivités, les ressources municipales limitées, le manque de formation et de renforcement des capacités facilement accessibles, ainsi que l'étendue des terres et des eaux à surveiller et à gérer. Les groupes de discussion ont également insisté sur le besoin d'un carrefour centralisé et accessible d'échange des données et de l'information sur l'eau et les terres de toute la région.

Les experts et les groupes de discussion ont noté que le bassin du Mackenzie est un bon exemple de gestion efficace et formelle d'un bassin hydrographique transfrontalier. Ils ont également remarqué que de nombreux défis liés à l'eau dans le Nord sont directement liés à la gouvernance, à la législation et à la réconciliation avec les peuples autochtones. Les travaux en cours dans le Nord du Canada sur la gouvernance conjointe de l'eau entre les gouvernements autochtones et les gouvernements locaux, provinciaux ou fédéral peuvent servir de modèle pour le reste du Canada.

Les discussions en petits groupes ont fait ressortir la grande importance de l'utilisation et de la reconnaissance du savoir autochtone pour gérer l'eau douce. Les participants ont suggéré que l'Agence canadienne de l'eau pourrait diriger et appuyer un changement d'attitude nécessaire à l'égard de l'eau pour en faire une ressource plus holistique et axée sur l'écosystème, reconnaissant que l'eau est une ressource hautement valorisée et partagée.

GRUPE D'EXPERTS RÉGIONAL

Heather Jirousek

ministère de l'Environnement du
Yukon

Pauly Sias

Conseil des ressources
renouvelables de Dan Keyi

Karen Kharatyan

Office des eaux du Nunavut

John MacDonald

ministère de l'Environnement et
des Ressources naturelles des
T.-N.-O.